

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

À LA UNE Les femmes au cœur de la politique de croissance • INTERNATIONAL Rencontres au sommet Japon-France • DÉCRYPTAGE Le Japon dans la perspective de la COP 21 • POINT DE VUE Akio Toyoda • CULTURE Utagawa Kuniyoshi, le démon de l'estampe • Signature d'un accord d'amitié et de coopération entre le département de Kyoto et la région Languedoc-Roussillon

LES NOUVELLES DU JAPON

LA LETTRE DE L'AMBASSADE DU JAPON EN FRANCE

#66 | OCTOBRE
2015

EN BREF

9 septembre 2015

LA CÉRAMIQUE JAPONAISE À L'HONNEUR



© D.R.

Vernissage au Grand Palais de Révélation 2015, la seconde édition de la biennale des métiers d'art et de création, en présence du Premier ministre, Manuel Valls, et de l'ambassadeur Suzuki. Plusieurs céramistes japonais figuraient au nombre des quelque 340 créateurs sélectionnés par les organisateurs. Le stand de Peace Winds Japan, une ONG qui soutient les personnes sinistrées suite à la catastrophe de 2011, présentait les œuvres de l'artiste Ikuko Ando. L'ambassadeur Suzuki a également visité les stands du studio de poterie d'Ishigaki, qui exposait l'artiste Haruhiko Kaneko, et de la galerie Mizen Fine Art.

8 juillet 2015

KUMAMON S'INVITE À L'AMBASSADE



© D.R.

Après sa participation à la JAPAN EXPO, Kumamon, l'une des plus célèbres mascottes du Japon, s'est rendue à l'Ambassade pour promouvoir sa région de Kumamoto au sud-ouest du Japon. L'apparition de l'ours noir à taille humaine et aux grosses pommettes rouges devant l'Arc de Triomphe a été acclamée par de nombreux passants et enfants. Chaleureusement accueilli par Monsieur le Ministre Higuchi, Kumamon a profité de ce moment pour répondre aux demandes des photographes et faire une démonstration de sa célèbre danse. Egalement vedette du pavillon japonais à Cannes cette année, il a présenté « Attendre à Kumamoto » et « Pour toujours sur ma terre natale », deux courts métrages dont il est la star.



© Cabinet Public Relation Office

■ L'engagement des femmes dans la société sera bénéfique pour tous. ■

Shinzo Abe,
Premier ministre japonais

À LA UNE

WOMENOMICS

LES FEMMES AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE CROISSANCE

Le Japon a réuni les 28 et 29 août à Tokyo la deuxième conférence internationale sur les femmes (World Assembly for Women : WAW! 2015), sous l'égide du Premier ministre Shinzo Abe. Au cœur des débats, auxquels ont participé 150 personnes de 40 pays, une question : comment favoriser l'accès des femmes au marché du travail ? Avec en ligne de mire un plan d'action accompagné d'objectifs concrets pour améliorer l'égalité et mesurer les progrès. Une politique volontariste, lancée au Japon en 2013 autour du programme « Womenomics » et dont les premiers effets commencent à se faire sentir.

LE DÉFI DES WOMENOMICS

Il y avait les « Abenomics » – les mesures de relance économique du Premier ministre Shinzo Abe –, puis en 2012 les « Womenomics », un programme ambitieux destiné à encourager l'activité professionnelle des femmes dans un pays où la population active pourrait tomber à 55 millions de personnes en 2050, ce qui affaiblirait sensiblement la capacité de travail de l'archipel. Le gouvernement de Shinzo Abe compte multiplier les initiatives pour augmenter leur taux d'emploi et vise un quasi-triplement des femmes cadres d'ici 2020. Un vrai défi, alors que



© Gettyimages

59% des femmes de la génération des 25-35 ans ont un diplôme universitaire

France-Japon : quelles perspectives pour les femmes ?

Organisée le 10 juillet 2015 par l'Ambassade en collaboration avec la Maison de la Culture du Japon à Paris, cette table ronde avait pour objet de comparer les approches respectives des deux pays. En présence de l'ambassadeur Suzuki, M. Kapferer, secrétaire général adjoint de l'OCDE en charge de la parité, M. Marti, président de l'Association des journalistes économiques et financiers, Mme Takeuchi, présidente de la MCJP, Mme Loiseau, directrice de l'ENA, Mme Ichihara, directrice de Toraya Confectionery, Mme Arcier, fondatrice et présidente d'honneur de l'association Administration Moderne et Mme Kato, gérante de H.I.S. International Tours France.

le Global gender gap report du World Economic Forum 2014 situait l'archipel à la 104^e place mondiale sur un total de 142 pays. Mais une nécessité ... / ...



Vous pouvez également retrouver
Les Nouvelles du Japon
sur www.fr.emb-japan.go.jp

.../... absolue, au-delà d'une conviction personnelle du Premier ministre, pour que l'archipel se maintienne parmi les grandes puissances mondiales.

VERS UNE MODIFICATION DES MENTALITÉS

« Depuis deux ans et demi, plus d'un million de femmes sont entrées sur le marché du travail » constate M. Abe. La politique engagée il y a plus de deux ans commence donc à produire des résultats tangibles. Et cela se traduit dans les statistiques. Entre 2012 et 2014, le taux d'emploi des femmes âgées de 25 à 44 ans – une tranche d'âge cruciale –, est passé de 68 à 70,8 %. L'objectif cible étant de 73 % à l'horizon 2020. Sur la même période, l'encadrement s'est féminisé. Les Japonaises ne représentaient que 6,9 % de cette catégorie. Deux ans plus tard, ce taux est de 8,3 %. L'objectif est d'atteindre 30 % d'ici 2020.

Si les progrès demandent du temps pour se matérialiser, c'est qu'ils supposent de profonds changements culturels et l'évolution des mentalités de toute la société japonaise. Face à une culture très masculine du travail, qui incite souvent les femmes démarrant une carrière à l'abandonner après la naissance de leur premier enfant ou qui contraint celles qui ont fait le choix d'une vie professionnelle à ne généralement pas fonder de famille, Shinzo Abe souhaite rompre avec les schémas classiques et l'a réaffirmé lors de la conférence. Il préconise de substituer aux longues heures de travail « un travail efficace en un temps limité » et appelle les femmes à prendre leur destin en mains. « Au-delà d'une prise de conscience des hommes, les vraies réformes n'aboutiront que si plus de femmes se hissent en tête de leurs organisations », précise-t-il.

DE NOUVELLES MESURES D'ICI 2018

Et pour favoriser l'évolution des comportements, le gouvernement multiplie les initiatives et agit dans trois directions. Faciliter la vie des femmes au travail tout d'abord. Relèvent de cette logique l'augmentation du nombre de crèches – avec un objectif de 400 000 places de 2013 à 2018 –, l'aménagement du temps



Shinzo Abe, Premier Ministre et Yasuhisa Shiozaki, Ministre de la Santé, du Travail et des Affaires sociales, en visite au Centre local d'Aide et de Soutien au Développement de la Petite Enfance de Futaba, le 1^{er} juillet 2015.

de travail ou encore l'incitation des pères à prendre un congé paternité. Supprimer les dispositifs qui incitent à l'inactivité des femmes ensuite, avec notamment un réaménagement de la fiscalité actuelle qui pénalise les couples où les deux travaillent. Enfin, imposer aux entreprises un cadre d'action contraignant et un suivi des résultats. À compter d'avril 2016, toutes les entreprises de plus de 300 employés devront mettre en place un plan d'action pour promouvoir le recrutement des femmes et leur nomination à des postes de direction. À travers cette loi, votée par le Parlement le 28 août 2015, le gouvernement compte faire pression sur les entreprises réticentes et conduire à un

ZOOM

AUJOURD'HUI



74,5%

des Japonaises, dans la tranche d'âge de 25 à 54 ans, travaillent vs. 83,5 % des Françaises et 83,8 % des Danoises



11%

des femmes sont cadres vs. 30 % en Europe et 40 % aux États-Unis



59%

des femmes de la génération des 25-35 ans ont un diplôme universitaire

OBJECTIF 2018

+9%

augmentation du PIB, si les femmes travaillent autant que les hommes

400 000

nombre de places en crèches supplémentaires vs. 2013

OBJECTIF 2020

30%

des postes à responsabilité occupés par des femmes

environnement de travail plus adapté aux mères de famille. En parallèle, des évolutions se font jour dans la sphère politique. En pleine période de transition, le Japon espère se rapprocher des standards en la matière des pays développés... et, du même coup, répondre au défi d'une natalité faible, qui plafonne à 1,4 enfant par femme. Car, paradoxalement, l'indice de fécondité tend à augmenter avec le taux d'activité des femmes... ●



INTERNATIONAL

RENCONTRES AU SOMMET JAPON-FRANCE

7 juin 2015

Lors du G7 au château d'Elmou (Allemagne), le Premier ministre Shinzo Abe a rencontré le Président François Hollande.



Après avoir exprimé son plaisir de retrouver le Premier ministre japonais, le Président Hollande a souligné le renforcement des relations franco-japonaises depuis sa visite au Japon de 2013 et déclaré que la visite officielle en France du Premier ministre japonais, en mai 2014, avait été l'occasion de développer « le partenariat d'exception » qui unit les deux pays dans les domaines politiques et économiques. ●

3-5 octobre 2015

Le Premier ministre M. Manuel Valls a effectué une visite officielle au Japon du 3 au 5 octobre dernier. Après avoir été accueilli par le Premier ministre Shinzô Abe au cours d'un dîner organisé à Kyôto, il a notamment assisté dans cette même ville au forum scientifique



international STS (Science, Technologie et Société), puis visité le Temple du Pavillon d'Or. Il s'est ensuite rendu à Tokyo pour participer à la cérémonie de lancement de « l'année de l'innovation franco-japonaise », puis s'est entretenu avec M. Shinzo Abe dans le cadre du dialogue de haut niveau sur la coopération franco-japonaise dans le domaine de l'énergie nucléaire. Leur rencontre a permis l'adoption du *Plan franco-japonais pour le développement durable, la santé et la sécurité en Afrique* et la publication de la *Déclaration conjointe sur l'innovation des Gouvernements français et japonais*. Enfin, M. Valls a assisté à un dîner officiel organisé par le Premier ministre Abe et son épouse. ●

ENVIRONNEMENT

LE JAPON DANS LA PERSPECTIVE DE LA COP 21

Selon les données recueillies par l'agence américaine océanique et atmosphérique, les sept premiers mois de 2015 sont les plus chauds enregistrés depuis le début des relevés météorologiques en 1880. C'est dans ce contexte qu'aura lieu à Paris, du 30 novembre au 11 décembre, la COP 21, 21^e conférence sur le climat organisée par l'ONU. Début septembre, 56 pays – sur les 196 Parties (195 États membres et l'Union européenne) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – avaient remis leur scénario national de lutte contre le réchauffement.

Le 17 juillet 2015, le Japon a officiellement déposé sa contribution auprès des Nations Unies.

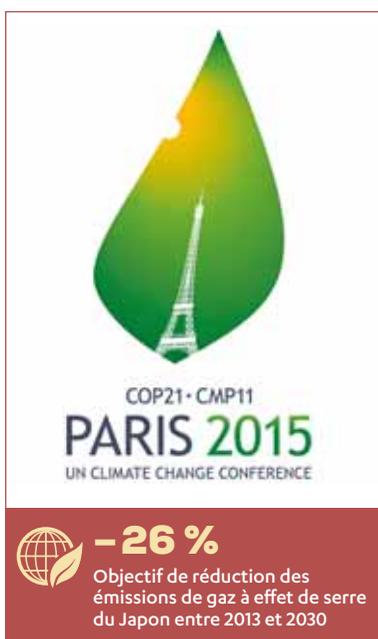
Suite au tremblement de terre et à l'accident de Fukushima, le Japon a revu sa stratégie énergétique. 2014 est le point de départ de cette nouvelle stratégie. La contribution du Japon prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 26 % pour l'année fiscale 2030, en comparaison avec le niveau des émissions mesuré au cours de l'année fiscale 2013, soit une réduction de 25,4 % par rapport aux émissions de l'année fiscale 2005. Cet objectif correspond à un niveau d'émission d'environ 1,04 milliard de tonnes d'équivalent CO₂ en 2030.

L'UNE DES PLUS FAIBLES INTENSITÉS ÉNERGÉTIQUES

Environ 90 % des émissions japonaises de GES proviennent du secteur énergétique. Toutefois, le Japon présente déjà une intensité énergétique (consommation d'énergie par point de PIB) parmi les plus faibles du monde, le pays ayant su réaliser des économies d'énergie drastiques ces dernières années. Mais des progrès sont envisageables au cours des quinze prochaines années. Et tous les secteurs (industrie, habitat, transport...) vont y contribuer.

DES MESURES INNOVANTES

La contribution positive du Japon pourrait s'appuyer sur ses avancées technologiques dans plusieurs domaines : efficacité



énergétique, solaire (fermes flottantes) et hydrogène (véhicules à hydrogène, technologies de stockage). Les expériences décentralisées d'économies d'énergie originales, telles que le recours à des réseaux de distribution d'électricité intelligents (smart grids) dans plusieurs villes, sont un signe encourageant de la transformation énergétique du Japon et de sa capacité d'innovation.

La conférence à Paris doit constituer un moment décisif dans la lutte contre le changement climatique. Tout en restant conscient de l'objectif final de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés, le Japon désire contribuer proactivement à sa réalisation sur le long terme à travers des mesures destinées à réduire ses émissions de GES, ainsi que des actions en faveur du développement et de la diffusion de technologies faiblement émettrices en carbone (low carbon) ou qui favorisent la transition vers un modèle socio-économique bas carbone. ●

Qu'est ce que la COP 21 ?

La Conférence de Paris est la 21^e conférence des parties (COP-21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce sommet international, qui réunira les représentants de 195 pays et de l'Union européenne, doit aboutir à un accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial à 2°C.



AKIO TOYODA,
PDG de Toyota

Pilote de la voiture à hydrogène

Par Didier Leroy,
Vice-président exécutif
de Toyota

Akio Toyoda réfléchit à la mobilité du futur pour les trente, cinquante ans à venir. La voiture à pile à combustible est un projet majeur pour le groupe qui l'étudie depuis une quinzaine d'années. Toyoda est animé par une conviction : l'hydrogène sera la motorisation de base des cent prochaines années... La voiture à hydrogène va se développer en 2020-2025, quand les stations d'hydrogène seront disponibles, et les ventes décolleront après 2025.

Après la voiture hybride en 1997... voilà une voiture 100 % électrique, et donc zéro émission, mais ici, c'est la pile à combustible qui fournit l'électricité. Cette technologie résout le problème du coût des batteries, du temps de recharge, de l'autonomie, puisque la voiture à hydrogène peut rouler de 500 à 600 kilomètres. Et il est plus facile d'obtenir de l'hydrogène vert que de l'électricité verte. Cela règle les questions d'environnement et de dépendance énergétique... Akio Toyoda a donné le coup d'envoi de la commercialisation de la Mirai en décembre 2014. La voiture, lancée en toute petite série, est d'ores et déjà un succès. Il y a deux ans d'attente au Japon et elle a été lancée en juin aux États-Unis. En Europe, ce sera en septembre. La capacité de production annuelle, aujourd'hui assurée sur le site de Motomachi, au Japon, va être portée de 700 à 2 000 en 2016 et 3 000 en 2017.

Paru dans Challenges du 27 août 2015



EXPOSITION

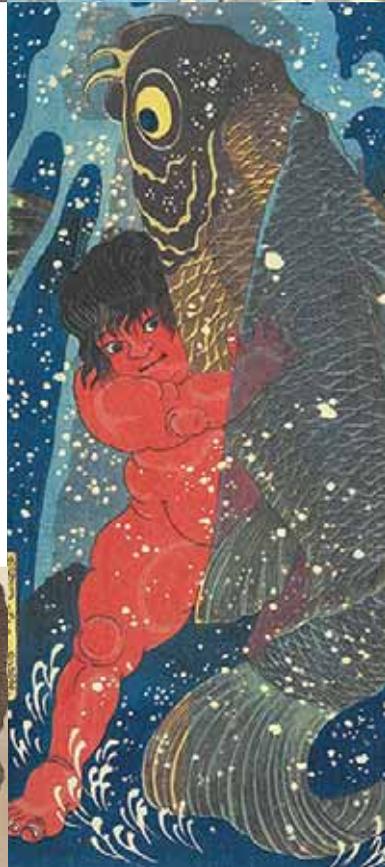
UTAGAWA KUNIYOSHI LE DÉMON DE L'ESTAMPE

1^{ER} OCTOBRE 2015 - 17 JANVIER 2016 • PETIT PALAIS

 Renseignements : www.petitpalais.paris.fr

Née à l'époque d'Edo (1600-1868), l'estampe japonaise a suscité un réel engouement en France à partir de la seconde moitié du XIX^e. Manet, Degas, Monet et les impressionnistes, mais aussi Bonnard, surnommé le « nabi japonard » en raison de son goût pour les estampes japonaises ou bien encore Gauguin et Van Gogh étaient de fervents amateurs de cet art, qui devint très populaire. L'exposition des 250 estampes d'Utagawa Kuniyoshi permettra de découvrir l'un des derniers grands maîtres de l'estampe sur bois.

© Petit Palais



PARTENARIAT SIGNATURE D'UN ACCORD D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LE DÉPARTEMENT DE KYOTO ET LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON



« Après sa fusion avec la région Midi-Pyrénées, la nouvelle région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon deviendra l'une des plus grandes régions de France et la 1^{re} région viticole au monde. J'espère que cet accord contribuera à développer encore davantage nos deux territoires » s'est réjoui M. Damien Alary, l'actuel Président de la région Languedoc-Roussillon, en s'adressant au Gouverneur Keiji Yamada à la tête du département de Kyoto.

Porteur de grandes ambitions pour le futur, cet accord est le fruit de plus de quatre ans d'échanges entre les deux collectivités. L'initiative en revient au Gouverneur Yamada. Dès 2009, et alors qu'il vient d'être élu à la tête du département de Kyoto, le transfert dans son département du Consulat Général de



Signature de l'accord d'amitié et de coopération en présence de MM. Yoshihiro Ueda, président du conseil départemental de Kyoto, Keiji Yamada, gouverneur du département de Kyoto, Damien Alary, président du conseil régional de Languedoc-Roussillon et Jean-Claude Gayssot, vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon.

France d'Osaka et de Kôbe le conduit à envisager de nouer un partenariat avec une collectivité locale française. Une première étape se concrétise en

octobre 2011 : lors d'une visite officielle en Languedoc-Roussillon, le gouverneur Yamada signe avec le Président de région de l'époque, M. Christian Bourquin, une « déclaration d'intention ». Les deux collectivités partagent en effet de nombreux points communs, notamment un fort potentiel touristique et le dynamisme universitaire. L'économie et la formation sont ainsi au cœur de l'accord signé quelques années plus tard. « Grâce à lui, nos enfants pourront découvrir nos cultures respectives et préparer leur avenir... Il nous permettra de relever les nouveaux défis pour assurer le développement des entreprises ainsi que des établissements d'enseignement secondaire et supérieur de nos deux territoires... » s'est félicité le Gouverneur Yamada. ●